

# front rouge

prolétaires de tous les pays, nations

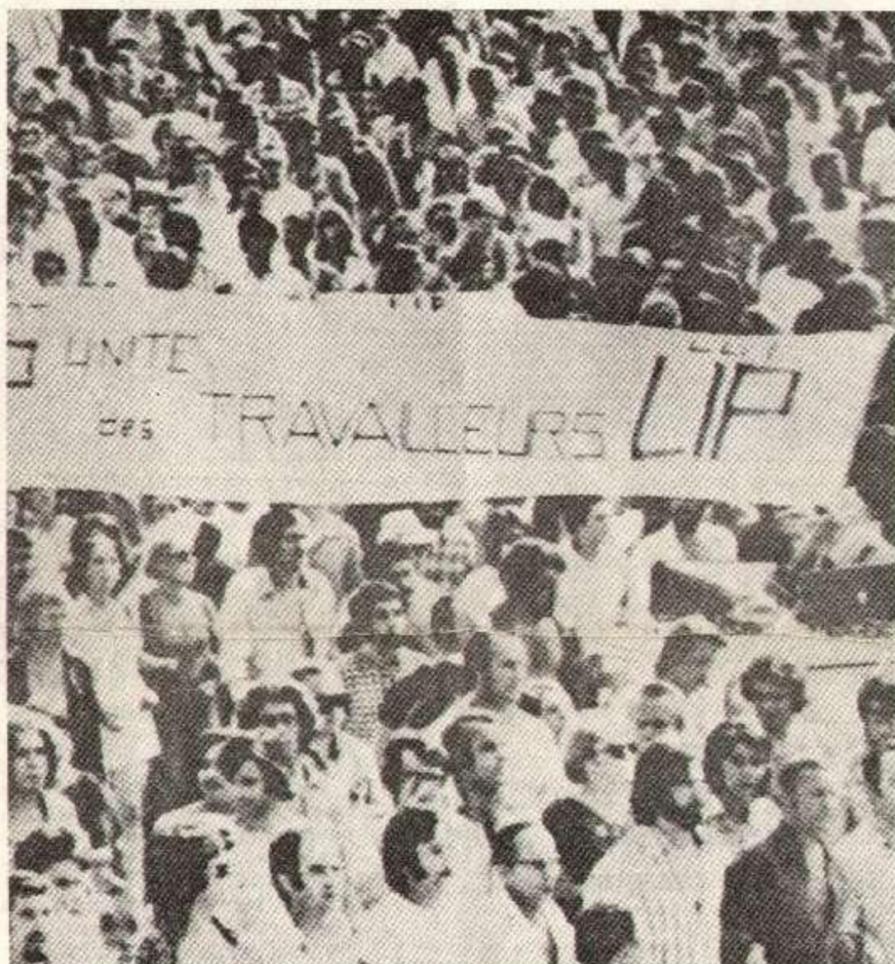


et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste léniniste

HEBDOMADAIRE N° 85 / 4 OCTOBRE 1973 / PRIX 1 F / C.C.P. FRONT ROUGE 39 191 14 LA SOURCE - B.P. 75065 PARIS CEDEX 02

## DES TRAVAILLEURS PAR



## DIZAINES DE MILLIERS DE TOUTE LA FRANCE SONT VENUS SOUTENIR LA LUTTE DE LIP

les journées  
d'action des CACF  
un pas dans la  
lutte pour le  
report du  
31 octobre



## «Mesures sociales» de Poniatowski

# ON EST LOIN DU COMPTE !

Mercredi dernier, Poniatowski, coéquipier de Giscard d'Estaing aux "Républicains Indépendants" et ministre de la santé publique, a présenté un train de mesures "sociales", du jamais-vu "depuis 1945" selon ses dires. A y regarder d'un peu près, on en a vite fait le tour. Les mesures prises, sensées améliorer la situation des familles, ne changeront finalement rien aux difficultés croissantes des familles de travailleurs, elles ont seulement pour but, à l'heure où le mécontentement de la classe ouvrière va grandissant, de prouver que le gouvernement est plein de bonnes intentions.

Lorsque les mesures annoncées sont chiffrées, l'amélioration prévue est des plus minces :

- Une allocation de rentrée scolaire est instituée pour les familles aux revenus les plus bas : celles qui ne paient pas d'impôts ; enfin, le gouvernement tiendrait compte des charges très lourdes qu'impose la rentrée ! Ce qui est prévu : 100 F par enfant entre 2 et 16 ans, et cela, seulement : à partir de 75. Comparé aux dépenses imposées aux familles, c'est sans aucune mesure, puisqu'une famille ouvrière de 6 enfants, par exemple, nous disait avoir dépensé sans "excès" près de 3000 F pour la rentrée (voir FR précédent).

- Pour le logement : Les conditions d'habitation re-

quisées pour l'attribution de l'allocation-logement, seraient "simplifiées". Est-ce à dire que les familles ouvrières qui, comme à la Courmeuve se voient aujourd'hui retirer le bénéfice de l'allocation-logement sous prétexte que leur logement est trop petit pour le nombre d'enfants, ne subiraient plus ces pratiques scandaleuses ? Là dessus, aucun engagement.

Les prêts à l'amélioration de l'habitat seraient doublés, leur remboursement plus étalé. Bien qu'est-ce que cela changera au fait qu'aujourd'hui, dans les cités HLM ou les cités minières, les travailleurs sont contraints de plus en plus à payer eux-même des réparations (gouttières, etc.) qui, en principe incombent aux propriétaires ou régies ?

Poniatowski prétend rétablir la "justice" pour les vieux : d'abord pour calculer la retraite des mères de familles, c'est deux ans de plus par enfant qui seraient pris en compte, au lieu d'un an de plus auparavant. C'est une mesure qui ne coûte rien puisque comme cela concerne les enfants à venir, les mères de famille qui en bénéficieront n'atteindront pas l'âge de la retraite avant au moins 15 ans. En fait les questions de l'avancement de l'âge de la retraite, et d'une retraite décente sont purement et simplement escamotés. Le ministre

nous annonce une "simplification" du système des retraites mais, alors que le montant minimum des allocations de retraite en est encore au taux honteux de 400 F par mois, la prochaine augmentation n'est même pas fixée. Or on sait qu'il y a eu 6 p. 100 d'augmentation en juillet dernier, 4 p. 100 de moins que la hausse des prix reconnue par le gouvernement. La seule "précision" c'est que les allocations seraient doublées d'ici la fin de la législature soit en 1976. Que représentera 900 F par mois en 1976 avec l'inflation galopante dont Giscard d'Estaing, en toute franchise prévoit l'accélération ? Aussi dérisoire que les 100 F prévus pour la rentrée scolaire !

D'ailleurs l'inflation ne pourra que réduire encore le nombre des bénéficiaires de certaines allocations compte tenu du minimum de ressources ridiculement faible, à ne pas dépasser, pour toucher celles-ci (frais de garde d'enfants : 13 000 bénéficiaires dans toute la France jusqu'à ce jour, salaire unique, etc.

Poniatowski annonce encore des mesures en faveur des handicapés : "compensation financière" pour les adultes qui peuvent encore travailler mais dont l'activité ne permet pas de s'assurer "un minimum garanti" ; fixation d'un "minimum" pour ceux qui sont incapables de travailler.

Le hic, c'est que "la compensation" pas plus que le "minimum" ne sont fixés. Pourtant le nombre de travailleurs concerné est de plus en plus massif, vu l'aggravation des accidents du travail lié au renforcement de l'exploitation capitaliste : au moins un accident du travail toutes les 7 secondes, un mort toutes les 40 minutes, plus d'un millier de blessés chaque année. Il est vrai que pour le même Poniatowski, la cause de tout cela, c'est l'alcool : si les travailleurs buvaient moins, il n'y aurait pas de déficit de la Sécurité Sociale, vient de déclarer le ministre de la "Santé".

Voilà de quoi justifier le non-accroissement des dépenses de la Sécurité Sociale. Car, malgré de longues énumérations de "mesures sociales" le financement de celles-ci se fait presque exclusivement en tant que dans les caisses des cotisations d'allocation familiales qui sont déclarées "excédentaires" : pour une large part il s'agit d'un simple transfert : près de 4 millions prélevés et orientés entre autres vers les caisses vieillesse en diminuant la part des cotisations de sécurité sociale réservée aux prestations familiales et en augmentant d'autant celle réservée à l'assurance-vieillesse. Cela augure mal de la majoration annoncée des allocations familiales pour, dit Poniatowski, "tenir compte de la

hausse du coût de la vie". Aucune garantie n'est d'ailleurs fournie sur ce "rattrapage" sinon l'engagement d'en "négocier" chaque année le montant avec les "partenaires sociaux". Formule assez vague pour masquer une majoration dérisoire.

Le gouvernement annonce que le financement de la Sécurité sociale sera pris en charge dans les années à venir, en partie par le budget d'Etat, notamment les charges, telles que la formation des médecins. Mais qu'est-ce que ça changera pour les travailleurs, qui alimentent le budget par le biais de l'impôt, de plus en plus lourd avec l'inflation ?

Les patrons, eux, se verront attribuer d'appréciables cadeaux puisque le gouvernement annonce que des études seront poursuivies pour alléger les charges sociales des entreprises qui utilisent beaucoup de main d'œuvre". Déjà, les cotisations non-payées par les patrons dépassent largement le soi-disant déficit de la Sécurité sociale.

On voit ainsi toute la limite des mesures annoncées démagogiquement à grand renfort de publicité par le gouvernement. On est loin du compte ! Imposons par l'action la satisfaction de nos revendications !

## Conférence de presse de Pompidou :

# Hypocrisie et menaces !

Une fois encore, devant tout le gratin de la presse bourgeoise, Pompidou a fait son numéro traditionnel de rentrée, histoire de montrer qu'il est capable de parler sans papiers et qu'il ne se porte pas si mal. Rien de bien nouveau, mais un rappel de positions réactionnaires qui méritent qu'on les examine :

### A bas l'impérialisme français, complice du coup d'état pro-US au Chili

Alors que les généraux fascistes emprisonnent, torturent, assassinent des milliers de patriotes chiliens, Pompidou — tout en versant quelques larmes hypocrites sur les victimes de la violence —, a cherché à justifier la honteuse position du gouvernement français qui n'a pas eu un mot pour condamner le coup d'Etat fasciste. C'est sous prétexte de non-intervention dans les affaires intérieures du Chili que le gouvernement s'est tu. Quelle hypocrisie, alors que tout montre la main de la CIA, de l'impérialisme américain derrière les bouchers de Santiago. Pompidou, pour tenter de masquer vers quel camp vont ses sympathies se retranche derrière le fait que la France reconnaît les Etats, quel que soit leur régime et non pas les gouvernements. Quelle manœuvre grossière de la part de celui qui refuse de reconnaître le GRP du Sud Vietnam, celui qui reconnaît Lon Nol et pas le GRUND ! Si Pompidou a versé des larmes de crocodile sur le "malheureux docteur Allende" en ignorant le président du Chili, c'est qu'il avait fait un choix. Et les insinuations insolentes sur ce qui pourrait un jour arriver en France en cas de développement des luttes révolutionnaires ne laissent pas flâner le doute sur la nature criminelle de l'impérialisme français. En conclusion : "Nous avons notre propre modèle qui est français, qui consiste

à essayer de faire progresser notre peuple dans la liberté, dans plus de justice et dans de meilleurs rapports humains... Nous ne cherchons à l'imposer à personne, nous essayons de l'appliquer chez nous et nous continuons". Ce beau modèle, c'est celui des assassins de la Commune de Paris. La bourgeoisie française quand elle se sent menacée n'hésite pas, elle non plus, à recourir à la terreur sanglante. C'est aussi celui des guerres coloniales, de l'Indochine à la guerre d'Algérie avec un million de patriotes assassinés... La classe ouvrière de France et les peuples opprimés le savent : l'impérialisme français n'a pas de leçons à recevoir... en matière de contre-révolution.

### A bas la présence des troupes US en Europe

La déclaration sur la défense européenne va dans le même sens. La "sécurité" de l'Europe "est liée à l'alliance des Etats-Unis et donc à la présence des troupes américaines en Europe". Pourquoi Pompidou qui ne veut pas de soldats américains en France, demande-t-il le maintien des troupes d'occupation dans les pays voisins ? Pour faire face au social-impérialisme alors qu'il présente Brejnev comme l'homme de la détente ? Oui, mais aussi c'est une arme de plus contre les peuples européens. Et cette occupation, c'est aux peuples qu'on veut la faire payer puisque l'impérialisme américain a de trop grosses difficultés financières pour s'en sortir tout seul. Ainsi, la politique de la France, de lutte contre l'hégémonie des super puissances révèle ses limites : pour l'impérialisme Français, il s'agit de maintenir ses positions, au besoin en faisant appel à l'une des superpuissances pour empêcher la classe ouvrière de faire la révolution.



### A bas le racisme, arme de la bourgeoisie pour diviser la classe ouvrière

Le racisme, Pompidou en a parlé à propos des questions de politique étrangère ! C'est que, a-t-il expliqué le racisme n'existe pas en France. Simplement, on a le tort d'en parler un peu trop. Bien sûr il y a quand même un problème : "Ce problème, c'est le fait que les Nord-Africains, et particulièrement les algériens sont concentrés dans quelques agglomérations : Marseille, Lyon, Paris et leurs banlieues". A partir du moment où les immigrés atteindraient un certain pourcentage de la population il y aurait des "conflits" (racistes). En disant ça, Pompidou n'a rien trouvé de bien nouveau : il ne fait que reprendre à son compte les déclarations des révisionnistes qui se plaignent d'avoir, dans les municipalités P.C.F., à "héberger" un trop grand nombre d'immigrés. Eh bien, Pompidou a une solution en vue : il faut "un effort du gouvernement et du patronat pour la répartition des immigrés sur le territoire national". la solution proposée depuis longtemps à demi-mots par les révisionnistes, serait l'instauration des titres de séjour valables pour certaines régions, c'est à dire la déportation de dizaines de milliers d'immigrés. C'est ce que préconise Pompidou pour lutter contre le racisme.

Le deuxième moyen, c'est, bien entendu, un "contrôle réel de l'immigration". C'est un des objectifs de la circulaire Fontanet et aussi, une fois encore des révisionnistes avec leur honteux "statut de l'immigration". Ainsi, par un sinistre tour de passe-passe, Pompidou voudrait faire passer ces mesures comme "anti-racistes" alors qu'elles sont les armes que se donne la bourgeoisie pour diviser la classe ouvrière.

### A bas les menaces de blocage des salaires

Sur le "social", Pompidou a été rapide ! Mais il n'a quand même pas pu éviter de parler de la hausse des prix et de Lip. D'abord, en avouant qu'il s'était trompé que les prix n'avaient pas cessé de monter, et que maintenant il ne se risquerait pas à faire des prévisions. Quand on sait comment les prix ont augmenté en un an alors qu'on promettait le contraire, on peut se demander de combien ils vont augmenter alors qu'on ne promet plus rien du tout. S'il ne promet plus rien, Pompidou menace du "blocage des prix et des salaires". On sait ce que ça veut dire : les prix continuent de monter et ce sont les travailleurs qui font les frais de l'opération. Aussi, la classe ouvrière sera-t-elle amenée, quelles que soient les mesures gouvernementales, à engager résolument la lutte contre la paupérisation.

Quant à LIP, une seule chose. Se disant sans doute que "plus c'est gros, plus ça marche" Pompidou n'hésite pas à dire que l'Etat n'est intervenu que pour des raisons "sociales". C'est pour des raisons "sociales" qu'il a fait occuper l'usine par les flics, c'est pour des raisons "sociales" qu'aujourd'hui Giraud s'en tient aux 334 licenciements ! Quel mépris pour le peuple que de penser qu'il peut lui faire avaler pareille couleuvre !

Au total Pompidou ferait bien de se dire qu'il ne suffit pas de faire son numéro d'illusionniste devant un parterre de journalistes, de "marquer des points" sur ses rivaux qui grenoillent en coulisse pour être en mesure de se représenter en 76. Mais les rodomontades de Pompidou ne régleront pas d'un coup de baguette magique, les difficultés de la bourgeoisie. Elles ne détourneront pas la classe ouvrière de ses tâches révolutionnaires. Lutter pied à pied contre la paupérisation, le chômage, pour l'aboutissement de ses revendications, pour l'abrogation de la circulaire Fontanet. Rien n'arrêtera la marche en avant du Proletariat vers la Révolution !

# BESANÇON :

## de toute la France, des dizaines de milliers de travailleurs soutiennent la lutte de LIP

Des dizaines et des dizaines de milliers de travailleurs (une centaine de milliers de manifestants d'après les organisateurs) sont venus de toute la France à Besançon le 29 septembre pour manifester leur soutien à la lutte des ouvriers de Lip. Dans le cortège, à très large majorité ouvrier de très nombreuses délégations d'entreprises de tous le pays exprimaient leur combativité et leur résolution à soutenir leurs camarades de Lip : de Péchiney (Nogères), de Romans, de Cerisay, de Kelton évidemment, de Brandt, les travailleurs en lutte ou récemment en lutte avaient envoyé des délégations pour exprimer leur solidarité dans le combat contre le capital.

"Lip, Lip, Lip vaincra", "Solidarité à Lip", "Lip, combat de tous les travailleurs", ces mots d'ordre massivement repris témoignent que la lutte de Lip, n'était pas la seule affaire des travailleurs de cette entreprise, mais concernait toute la classe ouvrière de notre pays. Reprenant les mots d'ordre avancés

dans la lutte par les travailleurs de Lip et particulièrement "pas de licenciements", les dizaines de milliers de manifestants rejetaient le plan Giraud, et les 334 licenciements qu'il prétend imposer !

Mais ce n'est pas que le plan Giraud qu'ont dénoncé les manifestants ce samedi à Besançon. Avec les mots d'ordre "travailleurs français, immigrés même combat", "le racisme ne passera pas", c'est toute la politique de division de l'impérialisme français par le racisme qui était condamnée, c'était toute la campagne raciste de la bourgeoisie pour faire passer la circulaire Fontanet qui était dénoncée.

Avec les mots d'ordre "Flics, hors de Lip", ou "à bas l'armée bourgeoise" scandé devant les casernes c'est le rôle de l'appareil d'Etat répressif de la bourgeoisie qui a été dénoncé par des dizaines de milliers de travailleurs ; la reprise massive du mot d'ordre "une seule solution la révolution", alors que de très nom-

breux travailleurs huaient le mot d'ordre "une seule solution le programme commun" que prétendait imposer la CGT, prouve les aspirations révolutionnaires des travailleurs présents.

Les travailleurs de LIP ont aussi spectaculairement atteint leur but : cette manifestation exceptionnelle par le nombre de travailleurs présents, par sa combativité, par la justesse de ses mots d'ordre est une démonstration de force face à l'intransigeance du gouvernement pour satisfaire les revendications qu'ils ont déposées depuis 5 mois : "pas de démantèlement, maintien des avantages acquis".

En organisant cette marche les travailleurs de Lip ont triomphé de toutes les difficultés dressés par la bourgeoisie : des milliers et des milliers de CRS ont envahi Besançon dans les jours précédant la marche ; le maire "socialiste" a écrit aux organisations syndicales pour leur demander d'annuler la marche. Les di-

rections de confédérations syndicales ont tout fait pour empêcher cette marche, et ne s'y sont résolues qu'au dernier moment, après avoir essayé de lui substituer une marche sur Maitignon ressentie comme un échec et une manipulation par tous les travailleurs de Lip, et donné des garanties à la mairie.

C'est forts de ce succès que les travailleurs de Lip vont affronter les nouvelles négociations avec Giraud.

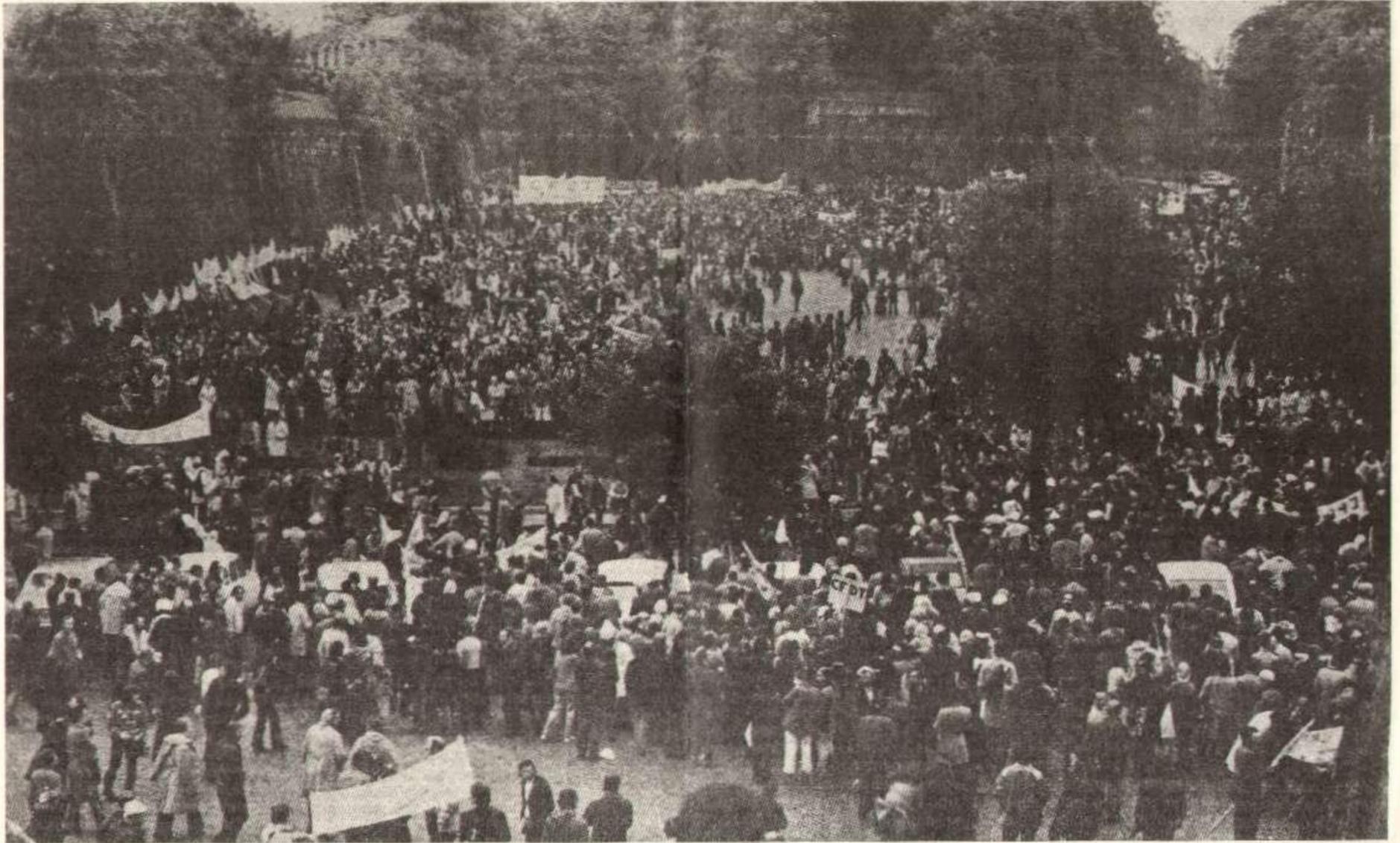
Ceux qui prétendent encore leur imposer les licenciements sont ainsi prévenus : la détermination des travailleurs de cette entreprise n'est pas entamée après plus de cinq mois de lutte ; la classe ouvrière de notre pays est prête à se mobiliser pour soutenir ceux de Lip. Ils doivent céder.

Le succès de cette marche malgré les multiples obstacles par les réformistes et les révisionnistes à l'intérieur des syndicats, est pour tous les travailleurs la preuve qu'il est possible de mettre en échec la voie

de capitulation et de collaboration de classe qui veulent imposer les confédérations aujourd'hui. C'est la preuve qu'il est possible d'avancer dans la voie tracée par les marxistes léninistes de la reconquête des syndicats, par la construction de l'opposition syndicale révolutionnaire.

**PAS DE LICENCIEMENTS, PAS DE DEMANTELEMENT, MAINTIEN DES AVANTAGES ACQUIS ; A BAS LE PLAN GIRAUD SOUTIEN AUX OUVRIERS DE LIP !**

**DANS NOS LUTTES, PRENONS EXEMPLE SUR LA DETERMINATION DES OUVRIERS DE LIP !**



## ECHOS DE LA MARCHE

Les dirigeants CGT prétendaient empêcher les organisations politiques, les organisations non-syndicales de participer au rassemblement de Lip. Ils l'avaient fait savoir à l'inter-syndicale et le vendredi soir, au rassemblement de Châteaufarine ils ont prétendu faire démonter tous les stands "politiques". Mais les travailleurs ne voyaient aucun obstacle à la présence de ces stands : n'en déplaise à M. Ségué, les travailleurs s'intéressent à la politique et pas à la seule politique électorale du P.C.F. : les sifflets ramassés par le programme commun le prouvent bien. C'est bien la CGT qui a dû plier bagage le vendredi soir !

Au stand Front Rouge : des dizaines de demande de contact ont montré l'intérêt que suscite les perspectives ouvertes par les marxistes-léninistes. C'est sur l'appel aux travailleurs à s'organiser dans l'Opposition Syndicale Révolutionnaire qu'était mis l'accent. Des militants de l'OSR accueillent les travailleurs au stand. Une feuille de soutien aux travailleurs de Lip, très largement diffusée vendredi et samedi montrait les deux voies qui s'affrontent dans les syndicats : la voie révolutionnaire et la voie réformiste, surtout qu'il est possible, qu'il faut s'organiser dans les syndicats pour faire triompher la voie révolutionnaire. L'intérêt des travailleurs prouve que la propagande

des révisionnistes sur les "gauchistes-Marcellin" a de moins en moins de prise : 500 exemplaires du numéro contenant l'interview de Piaget ont été vendus.

Le C.A.C.F. local, qui avait dressé un stand diffusait son journal "même combat" ; il a fait signer par des centaines de travailleurs la pétition contre les crimes racistes, et a collecté pour les familles des victimes. Le stand très militant était très fréquenté par les travailleurs. Lors de la marche, les mots d'ordre du C.A.C.F. manifestant avec banderoles et pancartes étaient repris par les travailleurs du cortège.

Les soldats du contingent de plusieurs casernes de Besançon ont apporté leur soutien à la marche et aux ouvriers de Lip : ils ont fait parvenir une motion dans laquelle :

— ils dénoncent le fait qu'ils ont été consignés pendant tout le temps de la marche, et qu'ils doivent être prêts à intervenir pour réprimer éventuellement la marche.

— ils dénoncent la cohabitation avec les CRS, qu'on leur a imposée à la caserne : des bagarres les ont opposés aux CRS.

— ils s'affirment solidaires des travailleurs de Lip en lutte et refusent d'intervenir contre les ouvriers.

# BRANDT

## travailleurs français et immigrés unis dans la grève pour leurs revendications

A l'initiative de la CFDT Brandt, 400 à 500 ouvriers ont débrayé pendant 4 heures, mardi 26, contre le racisme et pour des augmentations de salaire. Depuis quelque temps déjà, les militants de la section avaient engagé un travail sur les salaires et contre la circulaire Fontanet.

Beaucoup d'ouvriers sont mobilisés pour les augmentations de salaires et

c'est en leur montrant les freins que sont le racisme le contrat de travail... que l'on a pu réaliser l'unité Français-Immigrés. Pour obtenir l'unité d'action, la CFDT s'est appuyée sur certains délégués ouvriers de la CGT.

Le matin, à 7 heures, un meeting s'est tenu devant l'usine contre le racisme. Les délégués CFDT ont pu expliquer (les interventions étaient

traduites en arabe et en turc) devant 500 ouvriers ce qu'était cette campagne raciste, comment la bourgeoisie comptait briser les grèves avec la circulaire Fontanet. Ils ont montré que si l'on voulait se battre pour les salaires, il fallait lutter contre le racisme et réaliser l'unité Français-Immigrés. Les travailleurs ont décidé de continuer le débrayage jusqu'à 11 heures.

La CFDT a ensuite appelé à une réunion à l'UL. CFDT pour discuter de la suite de la lutte. Une cinquantaine de travailleurs sont venus et beaucoup ont dénoncé, par des exemples concrets, le racisme et la circulaire Fontanet. Un camarade marxiste-léniniste est intervenu pour présenter les comités pour l'abrogation de la circulaire Fontanet et a appelé à créer un comité sur l'usine.

Malgré cela, la volonté de lutte est restée grande : mercredi 26, 350 à 400 ouvriers ont débrayé de 7 à 11 heures du matin, tandis que 80% des "magasiniers" se mettaient en grève illimitée. Une réunion de 60 ouvriers a envisagé la suite de l'action.

Le 27, plus de 400 ouvriers ont fait grève jusqu'à 13h.30 et après avoir fait le tour de l'usine en manif, c'est une réunion de 120 qui a été tenue. Comme la direction les empêchait de manger, les grévistes n'ont pas repris le travail de toute la journée.

Mais la direction a trouvé des alliés. Les révisionnistes qui dirigent la CGT s'étaient bien gardés d'apparaître ces deux jours (certains n'ont même pas fait grève : ils travaillent dans les bureaux). Ils interviennent devant les grévistes de plus en plus nombreux et décidés pour dire que le mouvement est minoritaire, que la lutte est vouée à l'échec. Tous les moyens sont bons pour diviser et décourager : ils parlent de groupuscule (la CFDT), ils calomnient les délégués CFDT. Un ouvrier turc voulait leur répondre et un de ces "Messieurs" du P"CF" "refuse de parler avec les travailleurs". Leurs manœuvres ont échoué, y compris leur appel à reprendre le travail vendredi. La détermination d'une grande partie des grévistes n'a fait que s'accroître, certains délégués CGT s'opposent à leur direction (2 ou 3 veulent leur démission).

Nous poursuivons la lutte. Depuis 68, jamais Brandt n'a cédé sur les revendications posées dans les luttes ; pour enregistrer une victoire, nous devons rallier les travailleurs actuellement non grévistes, mal renseignés sur la lutte, ce que nous nous employons à faire.

Correspondant Brandt



Les travailleurs ont ensuite discuté des revendications de salaire et tous sont tombés d'accord avec la revendication de 0,70 F de l'heure pour tous que la CFDT avait établie en discutant avec les ouvriers et lors d'une assemblée générale des syndiqués. La revendication de passage automatique d'OS à OP au bout de 3 ans d'ancienneté a été adoptée.

Le mercredi matin, les travailleurs ont décidé de reprendre la grève en élargissant la mobilisation. Ainsi, concrètement, une lutte contre la campagne raciste, contre la division de la classe ouvrière débouchait directement sur une lutte commune Français-Immigrés pour les revendications.

La Direction a pris peur devant un tel mouvement (car cela faisait longtemps qu'il n'y avait pas eu pareille mobilisation à Brandt !). Elle a pris un tas de mesures d'intimidation : chefs d'atelier devant les portes, détournement des cars de l'usine pour faire entrer les ouvriers par le plus d'endroits possibles, huissiers... et aujourd'hui, jeudi 27, fermeture des grilles pour que les grévistes qui devaient reprendre le travail cet après-midi ne puissent pas manger...

### le cirque des cantonales n'a pas fait recette

Les 23 et 30 septembre se sont déroulées les élections cantonales. L'UDR les avait présentées comme "administratives", l'Union de la gauche parlait de "3e tour" après les législatives. Le résultat est là : 46% d'abstentions et en y regardant de plus près, dans les grandes concentrations ouvrières, le pourcentage d'abstentions dépasse de beaucoup les 50% (plus de 60% dans les Bouches-du-Rhône et le Rhône). A l'intérieur même de ces départements, c'est dans les cantons les plus populaires que l'abstention a été la plus forte. A Villeurbanne-Nord, sur 24.831 inscrits, il y a 9.765 votants, soit 73% d'abstentions.

Encore faut-il préciser que les jeunes ne sont pas inscrits sur les listes électorales. Les travailleurs immigrés n'ont pas le droit de vote. De nombreux ouvriers ne s'inscrivent pas sur les listes électorales : on peut dire qu'environ 4 ouvriers sur 5 ne sont pas allés voter le 23 septembre.

C'est que ces élections, bien plus que les législatives apparaissent comme un jeu de marionnettes qui ne change rien à la situation de la classe ouvrière.

Ca n'a pas empêché l'Huma de titrer sur toute sa première page "Le Parti communiste élargit son audience", sans la moindre allusion au taux des abstentions : peut-être plus de sièges, mais sûrement pas plus de voix. A Aubervilliers, le P"CF" a 72,78% des voix contre 68,81% en 1967, en revanche, il n'a plus que 5.290 voix contre 6.564 en 1967. A La Courneuve, il a 5.200 voix pour 69,61% contre 6.586 voix pour 17,08% en 1967. Comité de son côté appelait les électeurs à ne pas politiser ces élections, mais à voter... contre la gauche. Les révisionnistes et les politiciens réactionnaires jouent leur numéro dans une même farce grossière.

Il incombe aux marxistes-léninistes de transformer le simple désintéressement des masses pour ce genre de mascarade électorale en une réelle compréhension de leur rôle politique. Quant aux notables, ils se livrent une bataille de chiens pour s'emparer des planches lucratives qu'offrent les postes départementaux, d'où ils pourront pressurer les travailleurs.

A bas l'électorisme !

### LA CIOTAT greve contre un chef raciste

Mardi 25.9, Bérimi, ancien légionnaire, caporal, sous-chef d'équipe aux chantiers navals de la Ciotat, licencié 6 ouvriers immigrés de l'entreprise soustraitante des chantiers navals de la Ciotat Agnelli. Sous prétexte qu'ils n'ont pas assez de rendement. Il dit "Sale race, foutez-le camp chez vous". Licenciement, cela veut dire l'expulsion à brève échéance. Les ouvriers d'Agnelli avaient déjà été les premiers à se mettre en grève dans la région

contre les attentats racistes. La riposte ne se fait pas attendre : les 62 ouvriers d'Agnelli sont en grève depuis le 27 au matin. Ils exigent la réintégration de leurs camarades et le licenciement du chef raciste. Soutenons la lutte exemplaire des ouvriers d'Agnelli. Portons au coeur des usines la lutte contre les attentats racistes, les expulsions, pour l'abrogation de la circulaire Fontanet.

### SNECMA grève contre le salaire au rendement

L'usine de Gennevilliers spécialisée uniquement dans la fabrication des moteurs d'avions est l'une des six usines SNECMA où le travail est le plus pénible et la répression la plus forte (cadences infernales, travail au boni, surveillance accrue des chefs). C'est aussi là que les salaires sont les plus bas et où l'on retrouve le plus d'O.S. et de P.1.

La SNECMA, en général, et Gennevilliers en particulier, n'avait pas, contrairement à d'autres grandes entreprises, de grandes traditions de lutte, ceci étant lié à la forte répression. Pourtant, le 13 septembre, le personnel des fonderies cire-acier et alu-magnésium, en grande majorité féminin, a spontanément débrayé rejetant le principe du travail au boni. Ce débrayage s'est transformé très vite en grève dure et déterminée avec comme unique mot d'ordre : "Suppression du travail au boni".

Au début la CGT a repris les mots d'ordre et appelé les autres ateliers à se joindre à la grève. La CFDT pour sa part, avançait des propositions justes telles que : création d'un comité de

grève, mandat d'un ouvrier par atelier pour discuter avec la direction au côté des délégués, et assemblée générale.

Les jours qui suivirent furent marqués par une forte extension de la grève. Le 21, pratiquement, tous les ateliers sont touchés par la grève, sauf l'atelier des aubes où la répression est plus forte qu'ailleurs. Sur les 1.100 ouvriers, plus de 50% sont en grève.

La CGT, syndicat nettement majoritaire, qui jusqu'alors avait une position correcte, proposa en accord avec la CFDT une assemblée générale où participèrent plus de 700 ouvriers. Là, le responsable syndical CGT au niveau central SNECMA fit un discours fleuve pour finir par le programme commun. Cela revenait à noyer la revendication principale des ouvriers en grève. Les responsables CGT refusèrent la parole aux ouvriers des différents ateliers, à la désapprobation des participants.

Depuis ce jour, les dirigeants CGT excellents dans la démobilité, faisant "comprendre" aux grévistes que ce sera difficile d'obtenir la suppression du boni, "d'où la nécessité d'autres revendications", refusant l'initiative d'une grève générale avec

le comité de grève.

Alors que la grève touchait presque la totalité de l'usine, les dirigeants CGT appelèrent les grévistes à se rassembler par secteur ou par atelier, sapant l'unité des grévistes.

Lors de l'assemblée générale de lundi, la direction CGT était opposée à ce que le personnel de restaurant fasse grève. Celui-ci refusa néanmoins de servir le repas normal, seuls des sandwiches furent servis aux seuls grévistes. Au cours de cette assemblée la direction CGT refusa une fois de plus la parole aux ouvriers et refusa aussi le principe d'une grève illimitée, qu'elle remplaça par une grève reportée toutes les 24h. Le 25, elle alla même jusqu'à distribuer un tract qualifié d'ordurier par bon nombre de grévistes et appelant les ouvriers à se méfier des ouvriers combattifs. Cette attitude a entraîné l'écoeurement d'ouvriers qui veulent reprendre le travail, sauf pour les filles et les gars des fonderies acier, alu-magnésium et forge.

Malgré tout ce sabotage de la lutte, la grève continuait le 26 au matin.

Correspondant Gennevilliers

### MANIFESTATION ANTI-RACISTE pour l'enterrement d'un travailleur arabe assassiné

Le mardi 25 avait lieu l'enterrement de Mohamed Ali, ouvrier tunisien, ex-gréviste de la faim, victime de la campagne raciste. Jusqu'au dernier moment la bourgeoisie a manœuvré pour qu'il n'y ait pas mobilisation de masse pour cet enterrement. Pression sur la famille, report du samedi au mercredi, puis au mardi. Suite à la semaine précédant l'enterrement, les pompes funèbres ont fait la remarque qu'ils n'avaient jamais vu un enterrement qui intéressait tant la police.

Face à ces manœuvres, les camarades de Front Rouge ont appelé à l'enterrement en diffusant le journal au Marché aux Puces.

Le jour de l'enterrement, derrière une banderole proclamant la solidarité avec les victimes des crimes racistes, les travailleurs français et immigrés se sont regroupés derrière le cercueil de leur camarade de combat, sans se laisser intimider par les nombreux R.G. et par les deux fourgons de flics ouvrant et fermant le cortège.

Vive la solidarité des travailleurs français et immigrés contre le même ennemi : la bourgeoisie.

Correspondant Marseille

### MARIGNANE grève à Davum

Le 17 septembre, les ouvriers de Damifer-Davum, à Marignane, avaient déposé un cahier de revendications :

- Paiement d'une heure de transport.
- Prime de panier.
- Suppression de la prime de rendement.
- Augmentation de 1,50 F de l'heure pour tous.

Le patron ayant tout refusé le 21, les 45 ouvriers français et immigrés décident le lundi 24 de se mettre en grève illimitée et occupent l'usine à partir du mercredi matin. Le délégué syndical a téléphoné à l'UD-CGT qui lui a conseillé de faire plutôt une journée de grève par semaine. Refusant toute action qui ne porte pas atteinte réellement à la production et aux intérêts du patron, tous les ouvriers se sont organisés pour tenir : à l'extérieur une banderole "Damifer en grève illimitée. Occupation des locaux". Des collectes, des distributions de tracts ont été faites sur des marchés des environs et dans des usines faisant ce même genre de travail ; à Descours et Cabaud, à Châteauneuf, les ouvriers, après discussion, ont ralenti le travail pour que le patron de Damifer ne puisse pas faire faire le travail qui attend dans les hangars. A l'intérieur de l'usine, des panneaux expliquent pourquoi supprimer le salaire au rendement qui divise les ouvriers et permet toutes les pressions ; un autre panneau explique la nécessité de l'unité Français-Immigré, et comment le racisme et la circulaire Fontanet sont des armes des patrons pour diviser la classe ouvrière en lutte contre ses ennemis. Le patron et les cadres sont venus tous les jours pour essayer de rentrer et proférer des menaces, les flics sont venus à l'usine pour intimider les ouvriers, mais ceux-ci sont bien décidés à continuer leur lutte jusqu'au bout pour leurs revendications.

Correspondant Marseille

# prolongation des mesures Gorse jusqu'au 31 octobre = Un recul imposé par les travailleurs

Le report au 31 octobre de la date limite du 30 septembre, fixée pour la régularisation des travailleurs immigrés entrés « irrégulièrement » en France avant le 1er juin, est un recul du gouvernement français. Ce recul a été imposé par la lutte des travailleurs immigrés qui, ripostant à la campagne raciste de la bourgeoisie, ont déclenché dès la rentrée de nombreuses grèves, y participant par dizaines de milliers. La grève déclenchée à Brandt-Lyon à l'occasion de la journée syndicale du 25 ou la grève partielle sur les chantiers navals de Dunkerque à l'appel des C.A.C.F. qui voient ouvriers français et immigrés au coude à coude sont aussi la preuve que toutes les tentatives de division ne suscitent pas l'écho espéré par la bourgeoisie, et celle-ci est bien obligée d'en tenir compte.

D'ailleurs, devant cette combativité des travailleurs immigrés, c'est tous ceux qui d'une manière ou d'une autre participent à la campagne anti-immigrés qui se sont vu contraints au recul. Ainsi, les révisionnistes, sans rien changer à leur position de fond pour le contrôle de l'immigration,

pour un « statut de l'immigré » qui le soumettent à ce contrôle, ont appelé à une journée d'action le 25 « contre le racisme », eux qui avaient été si prompts à condamner par avance la grève des immigrés des Bouches-du-Rhône. L'Amicale des Algériens en Europe elle-même qui, menant son rôle de police, demandait aux immigrés de rester passifs devant la répression s'abattant sur eux, a dû appeler aussi à la journée du 25.

Cependant, le recul de la bourgeoisie ne doit pas faire illusion. La date limite pour la régularisation n'est reportée que d'un mois, et un mois pour quelles possibilités ? « C'est, dit Gorse, pour tenir compte des difficultés que certains travailleurs immigrés ont pu rencontrer pour constituer leurs dossiers durant la période des vacances ». Or, en réalité, c'est la bourgeoisie elle-même qui a créé sciemment ces difficultés : des immigrés se présentant pour être régularisés se voient répondre que les listes sont bloquées, ou c'est le prétexte de la surcharge de l'administration, qui ralentirait l'examen des dossiers, ou bien l'obligation de présenter un certi-

ficat de logement, toujours difficile à se procurer, etc. La bourgeoisie n'a nullement l'intention de changer dans le mois à venir ces procédés qui ont cours depuis qu'elle avait annoncé le 13 juin la « possibilité » de régularisation jusqu'au 30 septembre : une mesure qui déjà avait été prise non « dans un souci humanitaire » comme le prétend Gorse, mais sous la pression des luttes des travailleurs immigrés contre la circulaire Fontanet : grèves de la fair, premières grèves d'usine.

Il convient donc d'être plus que jamais vigilants ; lutter contre toutes les entraves à la régularisation durant le mois d'octobre et se préparer à faire face à la menace pour fin octobre : « Passé le 31 octobre, il doit être clair pour tous que nous appliquerons avec fermeté la réglementation en vigueur » (c'est-à-dire la circulaire Fontanet), déclare l'« humanitaire » Gorse, c'est clair. C'est d'autant plus clair lorsqu'on sait que les contrôles policiers de travailleurs immigrés se sont multipliés, et ce dans le but évident du repérage pour faciliter les expulsions passés le 31 octobre.

Tout en voyant les grandes li-

mites du recul gouvernemental, utilisons les possibilités qu'il offre :

— Utilisons le mois de répit afin de se mobiliser et se préparer dans les usines, les foyers, pour des luttes d'envergure contre les expulsions qui menacent.

— De même les syndicalistes révolutionnaires sauront utiliser la récente décision gouvernementale de supprimer l'exigence imposée aux immigrés de « savoir lire le français » pour être délégués syndicaux. Ils retourneront cette mesure contre la bourgeoisie qui voudrait s'en servir pour mieux encadrer les immigrés.

Il faut déjouer la manœuvre de GORSE, qui, tout en reculant un peu la date limite, espère bien désamorcer le mouvement de

lutte des travailleurs immigrés. C'est ainsi que le report a assurément réduit l'ampleur de la mobilisation pour les journées d'action des C.A.C.F. Cependant ces journées d'action ont été maintenues parce qu'elles constituent un jalon nécessaire dans la large mobilisation de masse qui s'impose. Ces journées illustrent la volonté de lutte des travailleurs contre les mesures Fontanet-Gorse : la manifestation parisienne, la grève aux Chantiers Navals de Dunkerque, le succès à travers toute la France de la collecte pour les victimes du racisme et de la pétition, comme à Besançon des centaines de signatures recueillies, tout cela constitue une bonne base pour préparer dans le mois à venir une intense mobilisation.

## POURSUIVONS LA LUTTE DANS LA VOIE TRACÉE PAR LES CACF!

### Dunkerque

A l'occasion des journées nationales des CACF, au chantier naval, une centaine de jeunes ouvriers français et immigrés ont débrayé en fin de journée vendredi soir sur appel par tracts et prises de parole du C.A.C.F.

Les revendications étaient :

- Halte au racisme qui divise la classe ouvrière et ne profite qu'à Le Fol, patron du chantier !
- 1500 F par mois !
- intégration des bonis dans le salaire !
- retour des loyers en foyer à 6 F par jour !
- temps de transport payé comme temps de travail !

Les conditions pour débrayer étaient difficiles car les petits chefs surveillaient constamment la sortie de chaque atelier. Pourtant les ouvriers ont su prouver que français et immigrés peuvent être unis dans la grève contre le racisme et l'exploitation.

Vendredi soir un meeting réunissait une cinquantaine de français et immigrés. Une intervention des C.A.C.F. soulignait la nécessité de riposter par la grève contre les crimes racistes, l'exploitation, la hausse des loyers dans les foyers et les conditions de vie dans le bidonville d'ONCOR. Traduite en

### Lyon

arabe, elle a été vigoureusement applaudie par la salle. Le CIP a ensuite expliqué le mécanisme de l'immigration, la complicité des bourgeoisies en place avec le gouvernement français et il a dénoncé le contrôle de l'immigration comme conséquence de l'impérialisme. Cette prise de parole a été accueillie avec succès, tout comme celle qui a suivi sur les conditions de travail au Chantier Naval, la trahison des directions syndicales et la lutte qui s'y mène actuellement. La motion du C.A.C.F. contre le racisme a été adoptée à l'unanimité. Un débat s'est ensuite instauré dans la salle au cours duquel un camarade immigré a dénoncé les associations étrangères qui trahissent la lutte des immigrés.

Samedi, une intervention contre les expulsions, la circulaire Fontanet et le racisme a été faite sur le marché, dans le centre de la ville et à la sous-préfecture pour mobiliser l'opinion publique de Dunkerque auteur des expulsions et attentats commis au bidonville d'ONCOR.

Des « FRONT ROUGE » ont été vendus par des camarades immigrés aux gens arrêtés sur les trottoirs.

La lutte continue !

Correspondant Dunkerque

C'est sous une pluie battante que le 29/9, des militants des C.A.C.F. ont participé aux interventions qui marquèrent la journée nationale. Banderolles et drapeaux rouges en tête, le cortège a d'abord descendu « la Montée de la Grande Côte », une rue de la Croix Rousse bordée de masures qui sont appelées à être détruites, et où logent de nombreux travailleurs immigrés. Des militants rentraient dans les cafés et les magasins pour distribuer des tracts, et, malgré la pluie, de nombreux travailleurs sortaient des cafés, ouvraient leurs fenêtres et écoutaient nos mots d'ordre : « Travailleurs français immigrés, même combat », « Halte aux crimes racistes, châtimement des coupables », « A bas l'impérialisme français, à bas la circulaire Fontanet »... Un peu plus tard, place du Pont dans un autre quartier populaire de Lyon, plus d'une centaine de travailleurs immigrés ont assisté à une prise de parole. Un camarade a salué comme un recul le report d'un mois des délais d'application des mesures Gorse et appelé à la vigilance au lendemain du 31-10. Il a rappelé que la meilleure forme de lutte contre les expulsions et la circulaire Fontanet était la grève d'usine, travailleurs français et immigrés au coude à coude. Puis il a appelé à soutenir la grève des ouvriers français et immigrés de Brandt. Pendant ce temps, des camarades faisaient une collecte dans un drapeau rouge en faveur des grévistes de Brandt.

et immigrés à s'unir, à s'organiser pour riposter aux expulsions que prépare la bourgeoisie. Déjà à St-Priest, un vaste plan d'expulsion se prépare, pour transformer une cité peuplée en majorité de travailleurs immigrés en zone résidentielle. La réunion s'est terminée par un appel à la manifestation du lendemain par les C.A.C.F. de Lyon. 20 F ont été collectés pour les familles des victimes d'attentats racistes, 12 F pour les frais de la réunion.



### Paris

5 à 600 personnes ont manifesté le samedi 29 septembre dans le quartier de Belleville à l'appel unitaire des C.A.C.F., de FRONT ROUGE, de l'UCF, du Comité pro-F.R.A.P. de Paris, du CERAP, d'Al Kadihoun, du RTIF, du CAST, des C.I.P....

Malgré la pluie battante et de nombreux flics en uniforme et en civil, c'est un cortège militant qui deux heures durant a défilé dans le quartier de Belleville en scandant ses mots d'ordre :

- FRANCAIS IMMIGRES UNE SEULE CLASSE OUVRIERE !
- A BAS LA CAMPAGNE RACISTE DE LA BOURGEOISIE !
- ABROGATION DE LA CIRCULAIRE FONTANET !
- AUX CRIMES RACISTES, AUX EXPULSIONS, RIPOSTONS PAR LA GREVE !
- OUVRIERS FRANCAIS IMMIGRES EGALITE DES DROITE !
- A BAS L'IMPERIALISME FRANCAIS !

En différents endroits, le cor-

tège s'arrêtait pour faire des prises de parole en arabe, espagnol et français. Chaque fois plusieurs dizaines de personnes s'attournaient pour écouter ; certains se joignaient un moment à la manifestation. L'accueil reçu sur les trottoirs par la manifestation était favorable : plusieurs dizaines de FRONT ROUGE ont été achetés par les travailleurs.

Le report des délais d'application des mesures Gorse jusqu'au 31 octobre, recul imposé par la lutte des travailleurs, a certainement dissuadé nombre d'entre eux de manifester ce 29 septembre avec nous. La manifestation représente cependant un succès, puisqu'elle prépare l'avenir et les mobilisations beaucoup plus larges, pour obtenir le report du 31 octobre, pour lutter contre les expulsions, pour exiger l'abrogation de la circulaire Fontanet. A noter aussi le silence total de la presse (du « Monde » à « Libération ») sur cette manifestation.

### St-Priest-Vénissieux Correspondant

Le C.A.C.F. de St-Priest Vénissieux a organisé une réunion le 28/9 dans le cadre des journées nationales d'action. 25 personnes y ont participé dont la moitié que nous n'avions encore jamais vus. Il y avait environ les deux tiers de travailleurs immigrés. Dans les différentes interventions en français et arabe, les camarades des C.A.C.F. ont dénoncé la campagne raciste, expliquant son rôle

dans la mise en place du contrôle de l'immigration par la bourgeoisie. Ils ont expliqué le contenu de la circulaire Fontanet que la bourgeoisie se propose d'appliquer, passé le 31/10. Le C.A.C.F. a appelé les travailleurs émigrés de St-Priest et Vénissieux à le contacter pour pouvoir profiter au maximum des possibilités de régularisation des mesures Gorse. Il a appelé les travailleurs français

## FRONT ROUGE MENACÉ

Seulement un million 5 sont à ce jour remontés pour la souscription des 5 millions. C'est grave, cela menace la parution de notre journal, en nous empêchant de régler un certain nombre de dettes que le passage à 8 pages a augmentées. La presse communiste ne tombe pas du ciel ! Donnons-nous les moyens d'avoir le journal dont nous avons besoin. Il faut immédiatement que les diffuseurs de FR, les cercles FR, les lecteurs de Front Rouge, ses amis, se mobilisent pour combler rapidement le retard dans la souscription ; il faut appliquer les normes que nous nous étions fixées :

— une journée de travail pour chaque sympathisant du journal. EN AVANT CAMARADES !

### en avant, camarades !

# CHILI: LA JUNTE DE PINOCHET

UNE REPRESSION SANGLANTE

Des milliers et des milliers d'ouvriers et d'éléments du peuple chilien sont massacrés par les fascistes. Les morgues débordent de milliers de cadavres mutilés, torturés ; « Les cadavres étaient rangés sur plusieurs files, les uns à côté des autres, complètement nus, à même le sol. Presque tous des hommes jeunes. Des visages d'ouvriers et des visages d'étudiants... Leur mort ne remontait pas à 24 heures... Des morceaux entiers du corps avaient été arrachés comme par la morsure d'un requin laissant de grandes plaies béantes, d'où le sang coulait encore parfois » raconte un témoin qui recherchait un ami.

Les généraux fascistes organisent la chasse à l'homme, arrêtent massivement jusqu'aux enfants. « Au cours d'une rafle, des hommes et des enfants d'une douzaine d'années ont été amenés sans ménagement par des militaires. Dans le véhicule tous ces nouveaux détenus ont été empilés à plat ventre, les uns au-dessus des autres, les fusils des militaires braqués sur leur dos ».

Les généraux fascistes organisent des exécutions massives de prisonniers. « Un bateau de la marine militaire parti pour l'île Juan Fernandez avec plusieurs prisonniers politiques à bord, presque tous dirigeants syndicaux ou étudiants, est revenu au bout de 7 heures. Normalement le voyage s'effectuait en 6 h à l'allier et autant

pour le retour, ce qui laisse supposer que les prisonniers furent fusillés et jetés en haute mer » rapporte un médecin réfugié.

**LA VENGEANCE DE LA BOURGEOISIE**

« Que Felicidad ! » Quel bonheur ! soupirent les dames des beaux quartiers « J'estime que l'armée a mené son opération d'une façon remarquable dit un parlementaire chilien à ses amis. « Savez-vous qu'il y a 5000 morts ? Une dame réplique : Il doit y en avoir encore bien d'autre qui courent. » On but une gorgée de whisky pour chasser cette idée désagréable » rapporte un journaliste.

Le bonheur des bourgeois chiliens est le massacre des ouvriers et des paysans. Les militaires ont fait irruption dimanche dans le quartier populaire de Nueva Matucana, l'une des plus misérables « Poblaciones » (bidonville) faisant une soixantaine de prisonniers. Le lendemain dans les eaux de la rivière grossie par la fonte des neiges sont apparus les cadavres de six d'entre eux.

Santiago a le visage du Paris communal livré aux versaillais de Thiers. La grande bourgeoisie se venge de son immense peur en opérant des massacres de masse.

**PINOCHET EMULE D'HITLER**

Avec la junte militaire le fascisme s'installe au Chili. Les massacres s'accompagnent de bûchers où sont brûlés les livres révolutionnaires et les tableaux. La dénonciation est organisée. Des primes de

500.000 escudos (2 millions d'A.F.) pour tout renseignement permettant d'arrêter l'une des 17 personnalités politiques ou syndicales entrées dans la clandestinité : on est arrêté, torturé, assassiné, sur simple dénonciation...

Les fascistes chiliens poursuivent leurs réformes dans les institutions de Franco, d'Hitler. La « constitution » franquiste inspire la nouvelle constitution de la junte. Tous les partis politiques sont interdits. La junte militaire reconnue par l'état sioniste, reprend les vituperations nazies contre les juifs. Des militaires dénoncent « le judéo-bolchévisme comme responsable du chaos économique ».

**REPRESSION DU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE D'AMERIQUE LATINE**

Les fascistes chiliens se déclarent contre les milliers de réfugiés politiques, venus hier du Brésil, d'Uruguay, de Bolivie. Par l'intermédiaire des fascistes chiliens, l'impérialisme US veut liquider une fraction des forces révolutionnaires d'Amérique latine. La junte avoue avoir arrêté de nombreux brésiliens et dominicains. Un témoin de l'exécution d'un argentin raconte : « Avant qu'il ne soit emmené la nuit pour être fusillé, un corps, sans doute celui d'un de ses amis, a été traîné devant lui. On lui a dit : « Regardez comment nous traitons les sales étrangers comme vous ». Après cela, l'argentin a été emmené dans le couloir où il a été fusillé ».

Tous les régimes fascistes

d'Amérique latine, à la solde de l'impérialisme américain participent à ce massacre. La police uruguayenne a expédié une commission spéciale à Santiago. Des diplomates signalent la présence à Santiago des membres de la police brésilienne, tandis que les brésiliens inscrits sur les listes d'entrée du stade national transformé en prison, ont presque tous disparu.

**LA VOIE DE LA GUERRE POPULAIRE**

Aux obsèques de Pablo Neruda des centaines de personnes ont chanté l'Internationale devant son cercueil.

Face aux assassins, les ouvriers chiliens ont l'attitude héroïque qui fut celle des communistes et de tous les révolutionnaires de par le monde : L'Internationale vibre, les ouvriers ne courbent pas la tête. Une prisonnière américaine raconte : « J'ai vu fusiller quatre cents à cinq cents personnes par un groupe de trente à quarante... Les groupes avançaient en chantant l'Internationale. Les fusillades duraient une minute ou deux. J'entendais les voix des ouvriers qui chantaient puis le chant cessait. »

Face à ses assassins le peuple chilien résiste. Au moins 2000 carabiniers ont été tués dans les deux premiers jours de combat. Dans tous les coins du Chili des combats sporadiques sont livrés.

Immédiatement ouvriers et paysans se sont mobilisés contre le retour en force des pa-

trons et des propriétaires fonciers sous la protection de l'armée. Les conditions de vie des masses s'aggravent. Maintenant, il nous faut être aux champs du lever jusqu'au coucher du soleil » explique un paysan.

Immédiatement ils refusent une dictature cent fois plus féroce qu'avant. La rapidité du coup d'état, préparé depuis mars 1973, la barbarie des fascistes ont limité cette résistance, non organisée ni préparée.

Si, face à la junte militaire, on



# PAIERA SES CRIMES!

trouve des détachements en nombre insuffisant, l'Unité Populaire en porte la principale responsabilité. D'abord parce qu'elle a lutté contre l'armement des masses, ensuite parce que tous les organes essentiels du pouvoir de la bourgeoisie et de la domination impérialiste ont été protégés par l'Up. Surtout parce qu'en fait un grand battage sur le « loyalisme » des Pinochet, Leigh, etc. l'Unité Populaire a entretenu l'illusion que le peuple chilien avait effectivement le pouvoir.

Les fascistes chiliens se sont servis de cette démobilisation idéologique politique et militaire sur la question du pouvoir pour massacrer des milliers d'hommes dans l'espoir de détruire les forces populaires chiliennes.

La lutte du peuple Chilien n'a pas pour but de réinstaller l'Union Populaire au pouvoir. Les ennemis qu'elle affronte ne sont pas un quateron de généraux félon. C'est la grande bourgeoisie monopoliste des villes et des campagnes. La décision ne sera pas remportée

en quelques semaines.

La junte militaire massacre les ouvriers chiliens qui résistent dans les villes, mais qu'elle ne crie pas victoire trop vite malgré ses crimes ! Les ouvriers et les masses populaires chiliennes passeront à l'offensive depuis la campagne et engageront la guerre populaire prolongée pour écraser définitivement le pouvoir de la bourgeoisie chilienne et éliminer la domination de l'impérialisme US au Chili.

# Stasi aux Comores : COMLOTS CONTRE LA VOLONTE D'INDEPENDANCE DU PEUPLE COMOREEN

Le 24 septembre M. Stasi, ministre des D.O.M-T.O.M lire : des colonies s'est rendu à Moroni capitale de l'archipel comorien. Cette visite rentre dans le cadre des accords signés le 15 juin entre le gouvernement français et le président postiche Ahmed Abdallah. Ces accords prévoient qu'au terme d'une période de cinq ans les Comores pourront accéder à l'indépendance « dans l'amitié et la coopération avec la France » (voir F.R. No 72) C'est précisément pour fixer quelques unes des mesures de cette période transitoire que Stasi est allé à Moroni.

Mais quel est au juste le sens de ces mesures ? Pour répondre à cette question, il faut examiner la situation à laquelle est confronté l'impérialisme français : depuis 1968 des masses de plus en plus larges du peuple comorien prennent conscience de l'exploitation coloniale qu'elles subissent et réclament l'indépendance. Résolu à maintenir à tout prix sa domination sur cette région stratégique du globe, l'impérialisme français a dû modifier sa tactique face aux aspirations du peuple.

C'est pourquoi, prenant les devants, il a proposé à la bourgeoisie locale par les accords de juin, une pseudo-indépendance. Car ces accords prévoient ni plus ni moins de transformer les Comores en une néo-colonie. Ainsi les mesures transitoires ne visent pas autre chose que de former la relève locale : « former les élites dont le pays a besoin », cela veut dire accélérer la formation d'une

bourgeoisie bureaucratique largement corruptible, plus « moderniste » et mieux adaptée pour servir les intérêts de l'impérialisme français que la traditionnelle et rétrograde bourgeoisie féodale, incarnée par Ahmed Abdallah. Les accords prévoient que pendant cinq ans des cadres comoriens seront chaperonnés par des responsables français dans tous les domaines : finances, commerce extérieur, monnaie, maintien de l'ordre, justice. Le processus est engagé puisque déjà de futurs diplomates comoriens sont formés dans les ambassades françaises ; un officier supérieur comorien vient même d'être nommé dans la police. Dans son discours du 25 septembre, Stasi lui-même a révélé clairement les intentions du gouvernement français en déclarant : « L'emploi des crédits (accordés par la France n.d.l.r) obéira aux normes appliquées aux pays avec lesquels la France est engagée dans la voie de la coopération. » Mais le peuple comorien n'est pas décidé à se laisser duper par les belles paroles d'un Stasi. Il l'a d'ailleurs montré en l'accueillant.

L'exemple de Madagascar est trop vivant aux Comores : le peuple comorien ne veut pas d'une indépendance à la Tsiranana. Gageons que sous l'influence des patriotes et révolutionnaires véritables il saura déjouer les manœuvres de l'impérialisme français et accéder à l'indépendance.

Indépendance véritable pour les Comores.  
A bas l'impérialisme français.

## Un document contre le « passage pacifique »

Voie violente, voie pacifique ? L'expérience du peuple chilien qui doit aujourd'hui faire face à la répression sanglante de la junte pro-US, confirme une nouvelle fois la criminelle trahison de ceux qui comme Alende préchent la prise du pouvoir pacifique. La semaine dernière, nous avons vu comment cette question était au cœur de la division entre marxistes-léninistes et révisionnistes, comment les révisionnistes Khrouchtchéviens avaient organisé la scission du Mouvement Communiste International, sur cette question précisément.

Cette semaine nous publions des extraits de l'« autocritique du Bureau Politique du Parti Communiste d'Indonésie (P.K.I.) ». Parce que la voie opportuniste du passage pacifique a dominé pendant plusieurs années au sein du P.K.I., l'impérialisme US a pu, comme au Chili, fomenter avec succès le 30 septembre 1965 un coup d'Etat fasciste qui a porté un rude coup au peuple indonésien : un million de patriotes et de communistes indonésiens ont été assassinés ! Aujourd'hui encore, une terreur fasciste règne à Djakarta contre le peuple. La direction du P.K.I. examinant les causes des revers subis par la révolution indonésienne a mis en évidence les erreurs qui sont consignés dans cette autocritique :

- la direction de la révolution nationale démocratique avait été toujours au main de la bourgeoisie, et de ce fait ni l'emprise de l'impérialisme sur le pays, ni les privilèges des classes féodales n'ont pu être efficacement entamés.
- la direction du Parti n'avait préparé ni les rangs du parti, ni la classe ouvrière, ni les masses populaires à la lutte armée comme forme principale et déterminante de lutte.
- la direction du Parti en propagant l'illusion du « double aspect » du pouvoir d'Etat masquait que l'Etat n'est qu'une machine aux mains des classes dominantes.

Les passages de l'autocritique que nous publions ont trait aux deux derniers points. Ils constituent un réquisitoire accablant contre les thèses révisionnistes du passage pacifique, et c'est la raison pour laquelle le P.C.F. (osant même prétendre que les massacres de Suharto étaient le fait de l'« aventurisme » du P.K.I.) a fait silence sur ce document.

# L'AUTOCRITIQUE DU PARTI

Une des différences ou des contradictions fondamentales entre marxisme-léninisme et révisionnisme moderne réside précisément dans le problème de la voie à suivre pour parvenir au socialisme. Le Marxisme-léninisme enseigne qu'il faut prendre la voie de la Révolution Proletarienne pour réaliser le socialisme, et que dans le cas des pays coloniaux, semi-coloniaux et semi-féodaux comme l'Indonésie, pour atteindre ce but, il faut parachever tout d'abord la phase de la révolution démocratique populaire. Le révisionnisme, au contraire, rêve d'accéder au socialisme par la voie pacifique.

Pendant les dernières années de la période qui suivit 1951, notre parti a enregistré certains succès dans la lutte politique et l'édification du parti. Une réalisation importante de cette période fut la formulation des thèses sur les problèmes fondamentaux de la révolution indonésienne. Il a été formulé que le stade actuel de la révolution indonésienne était une révolution démocratique

bourgeoise de type nouveau, dont la tâche consistait à liquider l'impérialisme, les séquelles du féodalisme, et à établir un régime de démocratie populaire comme phase de transition au socialisme. Les forces motrices de la révolution résidaient dans la classe ouvrière, la paysannerie et la petite bourgeoisie, la force dirigeante étant la classe ouvrière, et la principale force de masse la paysannerie. Il a été également formulé que la bourgeoisie nationale était une force oscillante de la révolution, susceptible de se mettre du côté de la révolution dans une certaine mesure et pour une certaine période, susceptible également de trahir la révolution en d'autres moments. Le Parti a dit encore que la classe ouvrière pour être à même d'accomplir sa tâche de diriger la révolution indonésienne, devait former un front uni révolutionnaire avec toutes les autres classes et couches sociales révolutionnaires, sur la base de l'alliance des ouvriers et des paysans, dirigée par la classe ouvrière.

Cependant, il existait une très grave insuffisance qui s'est développée par la suite en déviation opportuniste de droite ou révisionniste, c'est que le Parti n'était pas encore parvenu à une claire identité de vues en ce qui concerne les principales activités et la principale forme de lutte de la révolution indonésienne. (...)

Pour remporter la victoire totale ; la révolution indonésienne doit suivre la voie de la révolution chinoise. Cela revient à dire qu'elle doit nécessairement adopter, comme principale forme de lutte, la lutte populaire armée, opposée à la contre révolution armée, qui est en essence, la révolution agraire armée des paysans sous la direction du prolétariat.

Toutes les formes d'activités légales et parlementaires doivent servir la principale forme de lutte ou l'activité principale et ne doivent en aucun cas empêcher la maturation de la lutte armée.

Les expériences et leçons des quinze dernières années ont enseigné que le P.K.I. qui, dès le dé-

fronter la possibilité de la voie non pacifique, plus grande serait la possibilité de la voie pacifique. Ainsi, elle cultivait constamment dans l'esprit des membres du Parti, de la classe ouvrière et des masses travailleuses l'espoir d'une voie pacifique qui, dans la réalité n'existait pas.

Pratiquement, la direction du Parti n'a préparé ni les rangs de l'ensemble du Parti, ni la classe ouvrière et les masses populaires à la possibilité de la voie non pacifique. La preuve la plus frappante en est la très douloureuse tragédie survenue après le déclenchement et l'échec du mouvement du 30 septembre. En un court laps de temps, la contre-révolution a massacré et arrêté des centaines de milliers de communistes et de révolutionnaires en dehors du Parti qui se trouvaient dans une position passive, et a paralysé l'organisation du P.K.I. et les groupements révolutionnaires de masses. Une telle situation ne se serait certainement jamais produite si la direction du Parti ne s'était pas écartée de la voie révolutionnaire. (...)

Afin de remplir leur mission historique aussi grandiose que glorieuse — diriger la révolution populaire contre l'impérialisme, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique — les marxistes-léninistes indonésiens doivent fermement renoncer à cette voie pacifique révisionniste (...), et porter haut le drapeau de la révolution populaire armée. Inspirés par la grandiose révolution du peuple chinois, les marxistes-léninistes indonésiens doivent établir des bases d'appui révolutionnaires ; ils doivent faire de la campagne arriérée une base d'appui progressive et solide, un grand bastion de la révolution sur les plans militaire, politique, économique et culturel. (...)

Afin de prouver que la voie suivie par elle n'était pas la « Voie pacifique » opportuniste, la direction du Parti a souvent parlé de deux possibilités — la possibilité d'une voie pacifique et celle d'une voie non pacifique, soutenant, que mieux le Parti serait préparé à af-

# COMMUNISTE D'INDONESIE

La ligne opportuniste de droite suivie par la direction du Parti s'est aussi reflétée dans son attitude à l'égard de l'Etat. En particulier de cet Etat qu'est la République d'Indonésie.

Selon la doctrine marxiste-léniniste concernant l'Etat, le P.K.I., à la suite de l'échec de la Révolution d'août 1945, aurait dû avoir pour tâche l'éducation de la classe ouvrière et des autres travailleurs indonésiens afin de leur faire comprendre clairement la nature de classe de cet Etat qu'est la République d'Indonésie, une dictature de la bourgeoisie. Le P.K.I. aurait dû éveiller la conscience de la classe ouvrière et des autres travailleurs indonésiens, pour qu'ils comprennent que leur lutte pour la libération aboutirait inévitablement au « remplacement de l'Etat bourgeois » par l'Etat populaire dirigé par la classe ouvrière à travers une « révolution par la violence ». Mais la direction du P.K.I. a appliqué une ligne opportuniste, se vantant ainsi des illusions parmi le peuple sur la démocratie bourgeoise.

La direction du Parti atteignit le summum de sa trahison de la doctrine marxiste-léniniste sur l'Etat quand elle formula la « théorie du double aspect du pouvoir d'Etat de la République d'Indonésie ».

Cette « théorie du double aspect » envisage l'Etat et le pouvoir d'Etat de la manière suivante :

« Le pouvoir d'Etat de la République d'Indonésie, envisagé comme une contradiction, est une contradiction entre deux aspects antagoniques. Le premier aspect est celui représentant les intérêts du peuple (qui se manifeste dans l'attitude et la politique progressiste du président Sukarno, soutenues par le P.K.I. et d'autres

couches populaires). Le second aspect est celui représentant les intérêts des ennemis du peuple (qui se manifeste dans l'attitude et la politique de la droite et des jusqu'au-boutistes). Le premier aspect est maintenant l'aspect principal qui joue le rôle dirigeant dans le pouvoir d'Etat de la République d'Indonésie. »

La « théorie du double aspect » est évidemment une erreur opportuniste, ou révisionniste, parce qu'elle renie la doctrine marxiste-léniniste selon laquelle l'Etat est un organe de la domination par une classe donnée qui ne peut absolument pas transiger avec son antipode (la classe opposée). Il est impossible que la République d'Indonésie soit dirigée à la fois par le peuple et ses ennemis.

La direction du Parti enlisée dans la fange de l'opportunisme a prétendu que l'aspect représentant les intérêts du peuple « était devenu l'aspect principal et jouait le rôle dirigeant dans le pouvoir d'Etat de la République d'Indonésie », comme si le peuple de ce pays était déjà proche de l'instauration d'un pouvoir populaire. Et ayant estimé que les forces de la bourgeoisie nationale au sein du pouvoir d'Etat appartenaient vraiment à cet aspect, la direction du Parti s'est efforcée de défendre et de développer cet aspect dit populaire. Elle s'est entièrement dissoute dans l'intérêt de la bourgeoisie nationale.

Considérer la bourgeoisie nationale comme appartenant à l'aspect dit populaire au sein du pouvoir d'Etat de la République d'Indonésie, et le président Sukarno comme dirigeant pour ce qui est de cet aspect, c'est reconnaître que la bourgeoisie nationale était capable de diriger la révolution démocratique bourgeoise de type nouveau. Cela est contraire à la nécessité et à la réalité historiques.

La direction du P.K.I. déclara que la « théorie du double aspect » était complètement différente de la « théorie des réformes de structures » formulée par les lites, ces deux « théories » ne différaient point sur le plan tant théorique que pratique. Toutes deux ont pour point de départ la voie pacifique vers le socialisme. Toutes deux rêvent d'un changement graduel de la structure de l'Etat, du rapport des forces en son sein. Toutes deux renoncent à la voie de la révolution et sont de nature révisionniste.

Cette « théorie du double aspect », théorie contre-révolutionnaire, s'est clairement manifestée selon laquelle « la lutte du P.K.I. concernant le pouvoir d'Etat est de promouvoir l'aspect représentant les intérêts du peuple afin qu'il grandisse et devienne prédominant, et que la force anti-populaire puisse être éliminée du pouvoir d'Etat. »

La direction du Parti appelait même cette voie contre-révolutionnaire, voie de la « révolution par le haut et par le bas ». La « révolution par le haut » signifiait, d'après elle, que le P.K.I. devait pousser le pouvoir d'Etat à prendre des mesures révolutionnaires pour pratiquer les réformes désirées dans le personnel et l'appareil d'Etat. Et la « révolution par le bas » signifiait soulever, organiser et mobiliser le peuple afin d'accomplir ces réformes. C'est un rêve pur et simple ! (...)

# GROSSIERES MANOEUVRES DE BREJNEV

Le social impérialisme tente en vain de se faire passer pour un champion de la paix et de la détente. Brejnev a déclaré à Techente qu'il avait proposé un pacte de non agression à la Chine, auquel la Chine n'aurait pas répondu.

Les soviétiques sont-ils prêts à retirer leurs troupes de Mongolie extérieure ? Les sociétés sont-ils prêts à retirer de 30 km leurs troupes postées tout le long des 8000 km de la frontière sino-soviétique, afin d'éviter les incidents de frontière comme l'a proposé le gouvernement chinois, qui est prêt à retirer les siennes d'autant ? Bien sur que non ! un journaliste anglais de retour de l'île de Tchén paï, où l'Union Soviétique avait commis de graves provocations en 1969 décrit le contraste entre les deux rives du fleuve Oussouri, où se trouve l'île, il explique que les troupes soviétiques sont ostensiblement agressives. Mais qu'elles se détrompent. Le peuple chinois en armes est prêt à défendre résolument le territoire chinois contre toute agression.

La réponse que Brejnev apporte aux propositions du Xe con-

grès du P.C.C. n'est qu'une grossière manœuvre, afin de masquer l'essentiel : la menace d'agression contre la Chine.

Les propositions ronflantes pour faire passer le social impérialisme comme épris de paix, sont d'ailleurs la spécialité de Brejnev. A l'ONU, Gromyko propose de réduire de 10 % le budget militaire des états, membres permanents du Conseil de Sécurité.

Très bien ! Et ira contrôler que les pays impérialistes du conseil de sécurité font effectivement cette réduction ? Est-ce que cette réduction va obliger l'Union soviétique à retirer ses troupes de Tchecoslovaquie à cette occasion ? Est-ce que cette réduction va contraindre les impérialistes US à renoncer à livrer des armes à Thieu et à Lon Nol ? Est-ce que l'impérialisme français va être contraint de retirer ses troupes du Tchad et de la Réunion ?

Cette proposition est une tentative nouvelle de l'Union Soviétique de tromper les peuples, de les détourner de la voie de la lutte de libération nationale et de les inciter à tout attendre de la bonne volonté des super-puissances.

**demande de contact**

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Profession \_\_\_\_\_

envoyez cette demande à :  
FRONT ROUGE BP 464/75065 PARIS CEDEX 02

**abonnez-vous**

Front rouge CCP 31 191 14 La Source

FRANCE

Pli normal 1 an : 40 F.  
3 mois : 10 F.

Pour l'étranger écrire au journal qui complètera le tarif

Pli fermé 1 an : 80 F.

**abonnement 3 mois : 10F**

# au sud viet.nam : LA CLIQUE DES AGENTS U.S. EST DE PLUS EN PLUS ISOLÉE

## LUTTE HEROIQUE DES PRISONNIERS POLITIQUES

Thieu poursuit sa politique fasciste à l'encontre de tous les partisans de la concorde nationale. Un pasteur italien de retour du Vietnam a déclaré : " Les choses sont bien pires que ce qu'elles étaient avant l'accord de paix au Vietnam. Les gens sont arrêtés sans mandat et torturés pendant des mois ".

C'est le sort que les fantômes de l'impérialisme US ont fait subir pendant des années aux membres du F.N.L., à leur familles, dans les bagnes comme Poulodor. Aujourd'hui des milliers de partisans de la paix, constituent la troisième composante et sont venus s'ajouter aux patriotes emprisonnés. Les prisonniers de la troisième composante participent à la lutte contre le régime pénitentiaire. Comme les membres du F.L.N. et du parti, ils refusent de renier malgré les humiliations et la torture. Côte à côte, les partisans de la 3e composante et les membres du F.N.L. mettent en échec Thieu.

Thieu a été contraint de libérer Mme Ngo Ba Thann, présidente de l'Union des Femmes de la troisième force. Elle est devenue le symbole de la résistance de la 3e composante et

des prisonniers politiques de Thieu. Elle a subi les pires tortures et les pires humiliations sans jamais céder d'un pouce devant ses tortionnaires fascistes. Sa lutte a contribué à affirmer la réalité de la troisième composante, que Thieu a tenté de renier et d'écraser.

Jamais elle n'a accepté que Thieu nie l'existence de la 3e composante, la remette au G.R.P., comme il le proposait. Elle exigeait d'être remise à la troisième composante. Thieu a dû accepter et reconnaître ainsi l'existence de la 3e composante.

## THIEU DE PLUS EN PLUS ISOLE

Thieu apparaît de plus en plus étranger au peuple vietnamien, non plus comme de représentant d'un courant de la population, mais comme un agent pur et simple de l'impérialisme US qui s'oppose à toute force à la réalisation de la concorde nationale.

Les mensonges de Thieu se heurtent à l'opposition du peuple vietnamien, y compris dans l'appareil d'état. Ainsi explique Nguyen Huu Tho, président du Conseil des Sages du G.R.P. : " Il y a quelques mois des officiers de chez eux, en dépit des

précaution extraordinaires prises par l'Etat major de Thieu, sont entrés en contact avec les nôtres. Nous avons reçu l'ordre de bombarder vos positions, disaient-ils. Dites-nous où nous pouvons frapper sans vous atteindre. Quant à votre riposte, si vous cherchez une cible, voilà l'emplacement du poste de commandement ".

La large politique d'unité nationale du G.R.P. a permis d'isoler, même de la droite, les agents patentés de l'impérialisme US. " Nous admettons une droite qui ne soit pas composée d'agents américains, même si elle est animée de sentiments pro-américains ".

## VIOLATIONS DE PLUS EN PLUS GRAVES DU CESSEZ LE FEU

" Thieu sait maintenant qu'il ne peut survivre que par la violation des accords et que ceux-ci ne peuvent entrer en vigueur que par sa disparition " a dit Nguyen Huu Tho.

L'impérialisme US tente à tous prix de maintenir Thieu au pouvoir. L'armée fantôme est très étroitement encadrée par le " Bureau de l'attaché de défense " du général Murray qui dirige 20.000 conseillers militaires US ". C'est, en fait, le haut comman-

dement militaire de l'armée saïgonnaise dans la poursuite de la guerre et la préparation de nouvelles agressions " a dit le ministre du G.R.P. Hieu.

Thieu consacre 70% du budget à l'armée. Il reçoit un arsenal énorme de l'impérialisme US. Il multiplie les déclarations belliqueuses. Il affirme : " Les parties du territoire occupées par le Vietcong relèvent toujours de la République du Vietnam (Saïgon). " Il prépare par là des actions contre la zone libérée, en violation des accords de Paris. Il menace de détruire 12 aérodromes remis en état par le G.R.P. dans la zone libérée. " Si les paroles ne suffisent pas, nous ferons parler la poudre ", affirme-t-il.

Ces menaces s'accompagnent de violations de plus en plus graves du cessez-le-feu. Début septembre, une division de 15 bataillons de rangers a lancé une attaque d'empirement, détruisant des hameaux, parquant des milliers de familles dans les camps. Les bombardements de l'armée fantôme se multiplient sur les zones libérées.

Dans la région de Kontum, les fantômes ont envoyé la semaine dernière 30 bataillons pour attaquer une zone libérée. Cette opération d'envergure a

été repoussée par les forces armées du G.R.P. et la population.

Thieu ne s'en tient pas aux seules opérations d'empirement. " Il s'agit maintenant de la restructuration systématique de certaines régions. A cette fin, Saïgon ne recule pas devant l'emploi de bombes de 7 tonnes, de bombes à ogives contenant des gaz toxiques, des produits chimiques, de chars, de bulldozers, pour raser les villages et massacrer les populations ".

## RIPOSTE DU G.R.P. ET DU PEUPLE VIETNAMIEN

Le G.R.P. a averti les impérialistes US et Thieu que ces violations du Cessez-le-Feu, recevraient une forte riposte. Non seulement les forces populaires détruiraient les troupes envoyées contre la zone libérée, mais encore les bases de départ de ces opérations seront attaquées ".

Les tentatives de l'impérialisme US pour se maintenir en Indochine sont vouées à des échecs de plus en plus vains. Chaque jour qui passe, les valets de l'impérialisme US sont de plus en plus isolés. Les violations des accords par l'impérialisme US et ses fantômes ne modifieront pas ce cours.

# Guinée-Bissau : nouvel échec du colonialisme portugais

## VICTOIRE DE LA GUERRE DU PEUPLE

Le 26 septembre 1973, le P.A.I.G.C. proclame la République dans le pays. Malgré l'assassinat en janvier d'Amilcar Cabral, fondateur du P.A.I.G.C. et dirigeant de la lutte de son peuple, les impérialistes n'ont pu empêcher cette lutte de se développer et de connaître les succès actuels.

## LE POUVOIR DU PEUPLE

La proclamation de la République en Guinée-Bissau n'est pas un acte formel. Aujourd'hui, le P.A.I.G.C. a libéré les trois quarts du territoire (36 125 km<sup>2</sup> au total, soit un peu plus que la Belgique). Du point de vue militaire, les colonialistes portugais ne tiennent plus que les villes et les camps retranchés. Et encore n'osent-ils plus sortir de leurs bases : ils se contentent de bombarder par avion, à l'aveuglette. Le moral des troupes est très bas, les déserteurs nombreux. Les F.A.R.P. (Forces Armées Révolutionnaires du Peuple) les harcèlent sans cesse ; les camps retranchés sont attaqués et détruits comme Guilege le 25 mai ; disposant maintenant de fusées sol-air, les F.A.R.P. infligent de lourdes peines à l'aviation ennemie : rien qu'entre le 23 mars et le 6 avril 1973, 10 avions ont été abattus. La libération totale du pays n'est plus qu'une question de temps.

Sur le plan politique, les succès remportés ne sont pas moindres. Dans les zones libérées et, pour la première fois depuis des siècles, le peuple est maître de son sort. Des comités de village — structure de base du nouvel Etat démocratique — élus par tous les habitants, à l'initiative du Parti pour l'Indépendance, régissent la production agricole, font cons-

truire des écoles, rendent la justice et sont armés pour se défendre. En un mot, le peuple a le pouvoir. Dans ce petit pays de 800.000 habitants, des dizaines d'écoles de brousse ont alphabétisé 15.000 élèves jusqu'en 1972, mettant fin à une situation léguée par 4 siècles de domination coloniale avec laquelle 99,7 % de la population ne savait ni lire ni écrire ; 497 techniciens ou cadres supérieurs avaient été formés à la même époque. Les maladies infectieuses avaient disparu. En 1970, 500 lits d'hôpital existaient et des centaines de jeunes filles étaient devenues infirmières. La souveraineté du peuple guinéen s'est exprimée par les élections générales qui ont eu lieu fin 1972, pour préparer l'avènement de l'indépendance ; 15 conseils régionaux avaient été élus au suffrage universel direct, de ces conseils doit sortir la première Assemblée Nationale. Ainsi, la proclamation de la République reflète la volonté du peuple guinéen de prendre en main son destin. Tous les colonialistes du monde n'y pourront rien changer car, comme le déclarait Amilcar Cabral à l'ONU le 27 septembre 1972 : " En réalité, et depuis déjà quelque temps, la situation de la Guinée est comparable à celle d'un Etat indépendant dont une partie du territoire national, spécialement les centres urbains, est occupée par des forces militaires étrangères ".

## LES CONDITIONS DE LA VICTOIRE

Si la République a pu être proclamée en Guinée-Bissau après 17 ans d'une lutte sans merci, c'est parce que le P.A.I.G.C. (fondé dans la clandestinité par A. Cabral) a su résoudre les problèmes qui se posaient à la lutte de libération en Guinée. Avant le début de



Une école dans une zone libérée

l'insurrection (juin 1962), le P.A.I.G.C. avait pendant 6 ans préparé les masses populaires grâce à un intense travail de propagande et d'explication politique. Aussi, dès les premières opérations militaires, le P.A.I.G.C. a trouvé un appui parmi le peuple et pu former des bases.

Le P.A.I.G.C. en se liant aux masses a su organiser efficacement le peuple guinéen. La tâche n'était pas facile. Ceux qui subissaient le plus durement le joug portugais, les tribus animistes, les Balantes notamment, l'ont rejoint dès le début. Puis il a fallu gagner les tribus dont se servaient les colonialistes pour perpétuer leur domination : les Foulas surtout et les Mandigues. Peu à peu, le P.A.I.G.C. a su faire disparaître les haines tribales, l'esprit de chefferie, le mariage forcé. Il a su faire comprendre au peuple le pourquoi de la lutte. Voilà comment Cabral lui-même présentait le sens de la lutte aux villageois de Djagali : " L'indépendance ce n'est pas seule-

ment chasser les Portugais, avoir un drapeau, un hymne. Le peuple doit être sûr que son travail, personne ne va le voler. Que la richesse du pays n'ira pas dans la poche de quelqu'un (...) Notre lutte, c'est pour que le peuple ait un travail qui le nourrisse, l'habilite, pour avoir des hôpitaux (...). C'est pour ça qu'on a pris les armes et qu'on va chasser les Portugais ".

## SIGNIFICATION DE LA LUTTE DU PEUPLE DE GUINEE-BISSAU

Le régime fasciste portugais dépense des sommes énormes pour les guerres coloniales. Rien qu'en Guinée-Bissau, il a concentré 50.000 hommes (35.000 portugais et 15.000 supplétifs africains) soit à proportion de la population, près du double du corps expéditionnaire américain au Viet Nam, au moment où il était le plus nombreux. Sans l'aide des pays impérialistes, de l'OTAN, le Portugal ne pourrait pas supporter le poids de ces guerres. Les im-

périalistes qui participent au pillage des trois colonies africaines du Portugal : Angola, Mozambique et Guinée, ont un intérêt direct à y soutenir la guerre coloniale. Les Etats-Unis et l'Allemagne qui ont de grosses actions dans les mines en Angola et au Mozambique fournissent armes, avions, bombes au napalm. La France participe financièrement à la construction du barrage de Cabora Bassa au Mozambique pour l'installation d'un million de Portugais qui renforceront la domination coloniale ; la France a obtenu dans ce pays de larges concessions pétrolières. En appui au Portugal, la France livre frégates, sous-marins et hélicoptères de combat.

Mais aujourd'hui en Guinée, les colonialistes portugais sont sur la défensive. Et les victoires du peuple guinéen affaiblissent non seulement le colonialisme portugais mais aussi le camp impérialiste mondial. Elle est un soutien précieux pour le peuple portugais qui lutte contre le régime fasciste de Caetano.